

2024-06-27-15 : Convention pour l'accueil du public en Forêt domaniale de Longuenée (2024-2028)

L'an deux mille vingt quatre, le vingt sept juin à 20 heures 30, en application des articles L.5211-2 et L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou, sous la Présidence de Monsieur Etienne Glémot, Président.

Département de Maine-et-Loire

Arrondissement de Segré-en-Anjou-Bleu

**Étaient présents :**

Valérie AVENEL, Jacques BONHOMMET, Marie-Ange FOUCHEREAU, Jean PAGIS, Guy CHESNEAU, Sébastien DROCHON, Dominique MENARD, Françoise PASSELANDE, Yamina RIOU, Vincent PETIT, Patrice TROISPOILS, Pascal CRUBLEAU, Amaud FREULON, Pascal CHEVROLLIER, Etienne GLÉMOT, Vincent VIGNAIS, Muriel NOIROT, Nooruddine MUHAMMAD, Christelle BURON, Véronique LANGLAIS, Maryline LÉZÉ, Marc-Antoine DRIANCOURT, Estelle BASTARD, Michel POMMOT, Rachel SANTENAC, Brigitte OLIGNON, Liliane LANDEAU, Virginie GUICHARD, Emmanuel CHARLES, Joël ESNAULT, Florence MARTIN, Antoine MICHEL, Christelle LAHAYE, Michel BOURCIER, Jean-Pierre BRU, Mireille POILANE

**Étaient excusés :**

Frédérique LEHON, Isabelle CHARRAUD, Alain BOURRIER, Christian MASSEROT, Marie-Hélène LEOST, Pierre-Pascal BIGOT, Diana LEPRON, David GEORGET, Marie-Claude HAMARD, Catherine BELLANGER-LAMARCHE, Annick HODEE, Michel THÉPAUT, Jean-Marie JOURDAN

**Pouvoirs :**

Pierre-Pascal BIGOT donne pouvoir à Marie-Ange FOUCHEREAU, Diana LEPRON donne pouvoir à Dominique MENARD, David GEORGET donne pouvoir à Muriel NOIROT, Marie-Claude HAMARD donne pouvoir à Etienne GLÉMOT, Catherine BELLANGER-LAMARCHE donne pouvoir à Jean-Pierre BRU, Annick HODÉE donne pouvoir à Michel BOURCIER

**Secrétaire de séance :** Liliane LANDEAU

Membres en exercice :49
Membres présents :36
Pouvoirs :6
Quorum :25
Votants :42
Votes pour :42
Votes contre :0
Abstention :0
Date de convocation : 21/06/2024
Date d'affichage: 09 JUL. 2024

Accusé de réception en préfecture  
049-200071868-20240627-2024-06-27-15-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2024  
Date de réception préfecture : 09/07/2024

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**SUR** proposition du Président ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou ;

**VU** l'axe 2 du Projet de territoire intitulé « Faire vivre et partager les ressources d'une identité rurale porteuse de dynamiques économiques et humaines » ;

**VU** le principe d'action n°24 de la démarche RSO intitulé « Créer les conditions du développement socio-économique du territoire » ;

**VU** l'avis de la Commission tourisme en date du 7 mai 2024 ;

**CONSIDERANT** que la CCVHA est compétente en matière d'« itinérance douce » et plus particulièrement pour la création, l'aménagement, le balisage, l'entretien, la promotion et le référencement des sentiers d'intérêt touristique ainsi que pour l'entretien des chemins des sentiers d'intérêt local ;

**CONSIDERANT** que quatre sentiers de randonnée communautaires destinés à la pratique pédestre traversent en partie la Forêt domaniale de Longuenée (Erdre-en-Anjou, Brain-sur-Longuenée), propriété de l'ONF ;

**CONSIDERANT** que les modalités d'entretien du balisage, des signalétiques et mobiliers ainsi que du chemin doivent faire l'objet d'un conventionnement afin de fixer les conditions d'intervention des parties ;

**ENTENDU** l'exposé de Monsieur ESNAULT, rapporteur,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité, décide :**

- **D'accepter les conditions fixées dans la présente convention relative à l'accueil du public en Forêt domaniale de Longuenée (2024-2028) ;**
- **D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document utile à l'application de la présente délibération.**

Pour extrait conforme au registre

Fait et délibéré en séance  
le 27 juin 2024  
au Lion d'Angers,

Etienne Glémot

Président

Liliane Landeau

Secrétaire de Séance



Accusé de réception en préfecture  
049-200071868-20240627-2024-0627-25-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2024

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans les deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.